

## Nouveaux regards sur les défis d'avenir que pose la jeunesse d'aujourd'hui : conférence de Jacques Grand'Maison

Jacques Grand'Maison

Volume 12, numéro 2, printemps 2002

Valeurs et modernité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/801212ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/801212ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

1181-9227 (imprimé)

1920-2954 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Grand'Maison, J. (2002). Nouveaux regards sur les défis d'avenir que pose la jeunesse d'aujourd'hui : conférence de Jacques Grand'Maison. *Horizons philosophiques*, 12(2), 115–121. <https://doi.org/10.7202/801212ar>

# NOUVEAUX REGARDS SUR LES DÉFIS D'AVENIR QUE POSE LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI : CONFÉRENCE DE JACQUES GRAND'MAISON<sup>1</sup>

Je n'aime pas le terme conférence de clôture. Non pas seulement parce que je ne suis pas fort sur les clôtures, mais aussi parce que je tiens à chercher toujours des ouvertures de sens et de solutions aux problèmes et défis auxquels on est confronté. À cela s'ajoute un souci de mise en perspective historique de nos débats et combats d'aujourd'hui. C'est ce que je vais tenter de faire, en mettant à profit mon accompagnement des nouvelles générations depuis la dernière guerre mondiale.

Mais auparavant, je tiens à souligner certaines considérations sociologiques sur la référence générationnelle. Je le fais succinctement parce que je ne veux pas vous noyer dans des considérations épistémologiques.

D'abord rappeler ceci avec Claudine Attias Donfut : la conscience de génération médiatise la conscience historique, elle lui est inhérente, elle en est la condition. L'avantage de cette référence est aussi son originalité de lien social, à savoir qu'on ne peut penser une génération sans les autres.

Dans l'histoire moderne, la conscience générationnelle a toujours été un lieu polysémique de procès, d'identification, de recomposition sociale, d'inscription dans le temps. Dans notre propre recherche sur les orientations sociales et culturelles dans la population, la majorité des interviewés établissaient leurs positions existentielles en termes générationnels et intergénérationnels. Il en était de même de leurs rapports à la société, à la culture, à la religion, à la morale, à la politique et à l'histoire.

Bien sûr, il s'agit là d'une référence parmi d'autres, mais nous allons voir comment son absence, sinon mise en veilleuse dans le débat social, culturel, économique et politique, peut avoir des conséquences parfois désastreuses jusque dans les profondeurs de la conscience.

1. Conférence prononcée au Colloque de Force-Jeunesse, le 31 mars 2001.

Dans ses mémoires, Churchill s'est prêté à une mise en perspective historique des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. On peut s'attendre vraisemblablement, disait-il, à une profonde et large onde de choc entre l'argent et le nombre, entre la concentration de la richesse et d'énormes pans de la population appauvrie. Du coup, Churchill réinjectait dans le débat historico-politique cette variable fondamentale qu'est la démographie.

La majorité des enjeux actuels, y compris au sein de notre société, ont des réfractions générationnelles et intergénérationnelles : politiques, sociales et de santé, éducation, emplois, fiscalité, dettes publiques, pauvreté et répartition de la richesse, etc.

Ce qui me frappe dans nos débats récents et actuels et aussi dans les diagnostics de plusieurs experts c'est la quasi-négation des problèmes de cet ordre et de la problématique générationnelle elle-même.

À tort ou à raison j'associe ce refoulement à l'appauvrissement de nos rapports au temps, à la durée, à l'avenir. Et je ne suis pas sûr qu'on ait vraiment pris la mesure de la crise du politique. Le politique perd son sens quand tout se joue à court terme. Me vient en tête la figure emblématique d'un certain premier ministre, super champion du calcul immédiat, du coup par coup, du raccourci, de la jambette et surtout de la pensée courte. Ce n'est là qu'un exemple du phénomène autrement plus large de la tendance à livrer au court terme aussi bien les revendications sociales que les intérêts économiques.

Par exemple, quel poids accorde-t-on à cet enjeu majeur de l'avenir chez cette majorité de jeunes qui peuplent les sociétés du tiers-monde et cette croissante «minoration» de la jeunesse dans nos sociétés occidentales du Nord?

En Europe, l'âge moyen des électeurs correspond à l'âge de la prise effective de la retraite. Nous serons bientôt dans cette foulée. Et on ne me fera pas accroire qu'il n'y a aucun lien entre le poids démographique d'une génération et son poids politique. Même les congrès récents de démographes esquivent systématiquement cette hypothèse d'avenir, en laissant entendre que le vieillissement de la population ne créera pratiquement aucun problème majeur.

À propos des dépenses croissantes de la santé, les médias accordent la manchette aux chercheurs qui n'y voient aucun défi d'avenir important; aucune épargne collective n'étant nécessaire pour parer à une telle éventualité, pas même à titre d'hypothèse, pas

même à titre d'un minimum de prudence, fût-ce celle de se demander ce qui pourrait arriver si ces prophéties de bonheur, d'adaptation assurée, de non-déficit proclamé ne se réalisaient pas. J'ai en main un dossier gouvernemental de prospective sur les rapports de générations, conçu et rédigé par une équipe d'experts. Dans ce gros dossier, la seule petite référence aux jeunes se résume à ceci : «Les jeunes seront moins nombreux. Ils coûteront donc moins cher en éducation et en politiques sociales». Pas un mot sur les recherches actuarielles qui laissent entendre que les jeunes d'aujourd'hui et les prochaines générations pourraient vraisemblablement payer deux fois plus d'impôts, de taxes et de cotisations, sans connaître à la retraite les conditions actuelles du large filet socio-économique de ma génération et de celle qui me suit. Voyez comment on remet sans cesse à plus tard le paiement des dettes publiques canadiennes et québécoises. Ce n'est pas là le lot exclusif d'une position droitiste néo-libérale, puisque les leaders de gauche étrangement partagent ce point de vue favorable à leurs générations.

Un large contingent de «prospères» aussi bien progressistes que conservateurs semblent incapables de reconnaître qu'ils ont eu des conditions favorables uniques dans l'histoire connue et qu'ils ont collectivement de graves responsabilités envers les générations qui les suivent au-delà de leur héritage légué à leurs propres enfants et petits-enfants. La vague de fond qui balaie présentement toute l'Amérique du Nord est l'apanage générationnel de ces «prospères». Ce qui se passe au chapitre des surplus des grosses caisses de retraite a peu à voir avec le clivage classique droite-gauche ou conservatisme versus progressisme. Ce n'est là que la pointe de l'iceberg. Les États-Unis nous précèdent et nous entraînent dans cette vague : 3,9 % pour l'éducation, 20 % pour la défense, 35 % pour les aînés. «Ben voyons donc les jeunes, vous aurez votre tour». La Bourse est en crise. Il y a menace de récession. Mais qu'a-t-on fait au cours des dernières années de prospérité? A-t-on vécu, partagé, investi en termes d'équité intergénérationnelle, de souci des générations futures, de responsabilités de paiement des énormes dettes publiques? Poser la question, c'est déjà y répondre.

### **Les fractures générationnelles**

Quelques voix timides, isolées et peu entendues s'en sont inquiétées : tels ces propos de Lester Thurow sur les fractures générationnelles du capitalisme. La sphère productive et les actifs qu'elle emploie, écrit-il, sont gouvernés par les représentants des

inactifs d'aujourd'hui et de demain. On peut se demander si le monde économique n'est pas dirigé (et dans leur intérêt) par les retraités, et l'organisation de la production, par ceux qui sont déjà sortis ou ont vocation à en sortir.

Aux États-Unis, ces derniers adoptent déjà des comportements économiques en matière d'épargne notamment, qui témoignent d'une indifférence polie à l'égard des générations suivantes. À la suite du vieillissement de la population, la valorisation du temps s'effrite. Nous avons davantage de vieux, ceux-ci épargnent moins et consomment beaucoup plus que ne le faisaient leurs parents au même âge. La baisse du taux d'épargne signifie que les vieux se désintéressent en partie de la génération suivante. Ces propos de Lester Thurow et de Jean Peyrelavade (*Corporate Governance*) pourraient s'appliquer davantage, sinon tout autant, aux futurs retraités baby-boomers. On peut chicaner sur la généralisation abusive de ces propos, mais pas au point d'en nier la part de vérité.

Tout se passe comme si la logique sociale et culturelle des réformes d'il y a 30 ans fortement tournée vers l'avenir de la jeune génération, dans les sociétés occidentales, et la nôtre comprise, était en train de s'inverser, ainsi que la visée de mobilité sociale ascendante d'une génération à l'autre comme trait majeur de nos sociétés modernes. C'est la problématique que je veux expliciter dans cet exposé.

Dans son ouvrage *La refondation du monde*<sup>2</sup>, J.-E. Guillebaud évoque lui aussi le contrat social qui a pris corps après la dernière guerre mondiale dans des réformes porteuses de projets de société et de solidarités de générations.

Cette confiance en l'avenir tendait les énergies tout en assurant la cohésion d'une communauté, solidaire sur la durée. Elle n'est plus de mise car non seulement l'avenir ne sourit plus, mais il est devenu indéchiffrable. Sa représentation se brouille comme s'efface une image.

Or, cette capacité de se projeter vers l'avant permettait à chacun d'inscrire l'espérance de progrès sur la distance de plusieurs générations. Cette dynamique temporelle était, par nature, pacificatrice. En disparaissant, cet optimisme naturel a renvoyé toutes les classes d'âge vers l'impitoyable compétition du jour le jour. À l'enchaînement des générations succède la guerre entre les jeunes et vieux. La

2. Paris, Seuil, 2000, 478 p.

solidarité cède le pas à la dispute. «La sécularisation de l'existence», écrit judicieusement Alain Ehrenberg, «a rétréci notre expérience du temps». L'égalité d'aujourd'hui n'a de sens que dans le temps court. L'effacement de l'avenir correspond à un durcissement du présent. L'instant, avec son étroitesse devient le lieu du conflit, un conflit d'autant plus grave que l'arène est close. Sont-ce des signes avant-coureurs que ces communautés-ghettos de retraités, aux États-Unis où les jeunes ne sont pas admis et où l'on vote systématiquement contre les taxes locales destinées à l'éducation?

Ce n'est là que la pointe extrême d'une tendance porteuse de plusieurs formes de ruptures et de désolidarisation des générations. Les inégalités et les iniquités de cet ordre ont des conséquences de long terme. Déjà en 1900, Freud s'interrogeait sur le devenir possible d'une société qui interromprait "ces passages de relais" du lien social dans le temps avec ses recompositions du passé, du présent et de l'avenir.

Au demeurant avec le retour des inégalités la projection générationnelle dans l'avenir qui, voilà vingt ans, tirait nos sociétés vers l'avant, s'est trouvée statistiquement pervertie. Beaucoup de jeunes adultes entrant aujourd'hui sur le marché du travail ont plus de probabilités de vivre moins bien que leurs parents, comme le souligne, avec une solide démonstration, Louis Chauvel, dans son ouvrage *Le destin des générations*<sup>3</sup>.

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE (dont le Canada fait partie) l'écart entre les dix pour cent de salariés les mieux payés et les dix pour cent les moins bien payés est passé de 7 contre un à 12 contre un; l'écart entre les salariés de 30 ans et les salariés de 50 ans, en 1970, s'est fortement accru aujourd'hui. Et l'on continue de nier ces fractures au nom des bonnes relations actuelles entre les générations. Et s'il y avait là une bombe à retardement. Je préférerais que les jeunes de la génération montante soient plus pugnaces politiquement et démocratiquement. Ils éviteraient de céder à des révoltes sauvages, à des tentations suicidaires tournées contre eux-mêmes. Ils seraient plus enclins à s'inscrire dynamiquement dans la société et aussi à poursuivre leurs études. Et surtout, ils nous éviteraient de faire de la retraite le grand, le sublime objectif de bonheur. «On ne parle que de ça chez les adultes autour de nous, disaient des jeunes en entrevue de groupe... c'est pas très emballant pour nous cette mentalité de rentiers». Mais il y a plus.

3. Paris, PUF, 1999.

«La plupart des choix économiques, financiers, politiques sont aujourd'hui surdéterminés par ce défi du vieillissement, par cet inversement du rapport entre inactifs et actifs, par cette prévalence des valeurs rentières et du pouvoir gris. Autant de choses qui ne sont évidemment pas sans rapport avec l'évanouissement du futur. Elles rendent idéologiquement explosifs les débats sur la démographie, que l'on tente parfois de ramener à l'affrontement sommaire entre une droite nataliste et une gauche malthusienne. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples, fût-ce le courage lucide de reconnaître qu'une société qui n'est plus capable de se projeter dans l'avenir perd du même coup son dynamisme démographique. À l'inverse, une société vieillissante aura bien du mal à se valoriser à long terme<sup>4</sup>».

### **Un possible rebond historique**

Il y a là dessous une problématique anthropologique que partagent les penseurs les plus lucides d'hier et ceux d'aujourd'hui : Confucius, Platon, les prophètes de la Bible, Augustin, Pascal et plus récemment Marcel Gauchet, à savoir ceci : si vous enlevez la foi en l'avenir, qu'est-ce qui peut servir de repère de sens pour nos itinéraires personnels et ceux de la société?

Cela s'applique davantage à la jeune génération qui a toute une vie devant elle. Elle est un lieu humain privilégié où l'avenir se conjugue au présent. Si les jeunes se font complices de cette tyrannie des intérêts et des calculs à court terme, tous azimuts, ils paieront très cher cet auto-aveuglement. Ils saperaient ainsi les bases premières de leur dynamique et de leur solidarité générationnelle et leur inscription sociale, éthique et politique.

J'ouvre ici une parenthèse. Ce qui a le plus prospéré chez nous, c'est le corporatisme monopolistique qui légitime ses intérêts particuliers toujours au nom de l'intérêt général, sans que la population n'ait le moindre poids politique déterminant pour sanctionner de telles revendications. Les jeunes générations qui ont peine à s'inscrire dans ces rapports de forces inter-corporatistes pourraient bien un jour se révolter, en se rendant compte peut-être trop tard, des énormes hypothèques qu'on leur a léguées, et du peu de poids qu'ils auront face à la masse des électeurs aînés. Dans ce champ politique, le principal problème d'équité sera d'ordre public et sociétair en regard des solidarités les plus fondamentales. En matière du lien social, la référence générationnelle est une des premières interdépendances, une des rares qui nous restent pour nous situer dans le temps.

4. J.-C. Guillebaud, *op.cit.*, p. 99.

Le dossier d'experts sur l'équité intergénérationnelle que j'ai cité plus haut, proclame en conclusion : «Les travaux ne sont pas assez avancés pour nous permettre de conclure que la situation actuelle est inéquitable envers les générations futures». C'est le même discours qu'ont tenu le gouvernement, le patronat et les syndicats quand le petit organisme Le Pont entre les générations a révélé le phénomène grandissant des clauses «orphelin<sup>5</sup>» qui défavorisent les jeunes. Même esquivé! On ne pourra pas longtemps, je l'espère, continuer de noyer le poisson des réfractions générationnelles déjà présentes dans la plupart des enjeux cruciaux.

Le mouvement de concertation Force -Jeunesse est pour moi un signe d'espoir. J'ose espérer qu'il saura éviter le piège d'inégalités «intra» générationnelles et qu'il saura prendre en compte le fait troublant de la constitution d'une nouvelle classe de pauvreté au sein de la jeunesse et cela pour longtemps, comme l'histoire sur la culture de la pauvreté et de sa transmission nous l'enseigne.

Nos sociétés occidentales, déchirées par des inégalités croissantes, divisées politiquement, culturellement et religieusement, cherchent des assises communes. Nous nous rendons compte que les chartes des droits fondamentaux, livrées à leur seule logique ne pourront assurer des communautés de destin. Il faut beaucoup plus, puisqu'on est loin de s'entendre même sur ce terrain là.

On a besoin d'un lieu humain commun plus concret. À tort ou à raison, je pense que le sort des générations montantes, majoritaires dans le tiers-monde, minoritaires dans nos sociétés, peut refonder sinon inspirer des nouvelles solidarités, si tant est qu'on reconnaisse la force morale et spirituelle de dépassement que suscite l'enfant chez la majorité des adultes de la planète. Sans ce fondement et cet horizon humaniste nous entrerons dans une ère de l'espérance à la baisse. Comme disait Erikson : nous sommes ce qui nous survit. En ce sens, on a la politique de sa démographie.

Jacques Grand'Maison  
Professeur émérite  
Université de Montréal

5. Clauses discriminatoires incluses dans les conventions collectives négociées et qui prévoient des conditions de travail moins avantageuses pour les derniers embauchés, plus souvent des jeunes (note de l'éditrice).